



2019 CONFÉRENCE SUR LES
POLITIQUES FONCIÈRES EN AFRIQUE

CONFÉRENCE SUR LES POLITIQUES FONCIÈRES EN AFRIQUE

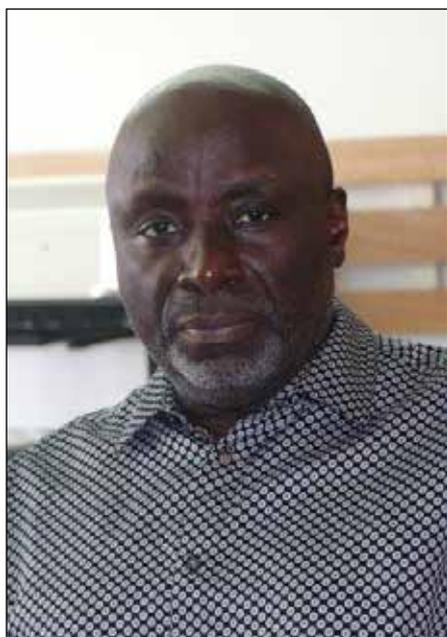
Bulletin

#CLPA2019

25-29 novembre 2019

Remporter la lutte contre la corruption dans le secteur foncier : Une voie durable pour la transformation de l'Afrique.

L'optimisation et l'utilisation innovante des terres sont essentielles à la transformation économique de l'Afrique, selon Ali Mufuruki



Ali Mufuruki, CEO Infotech Investment Group LTD, Tanzania

L'Afrique doit repenser la manière dont elle utilise ses ressources en terres pour garantir l'optimisation et l'utilisation innovantes qui contribueront à stimuler la transformation économique du continent, déclare Ali Mufuruki, Président et PDG d'Infotech Investment Group LTD, de Tanzanie.

« ...on a trop investi pour tenter de corriger les torts et les bouleversements historiques causés par la violence, le climat et les accidents survenus au cours de l'année. Dans nos efforts de restitution, il semble que nous ayons pensé que la solution à nos problèmes consiste à céder des terres à des particuliers, car naturellement, les êtres humains aiment s'accaparer, et plus ils en ont et mieux ils se sentent », affirme M. Mufuruki.

« Diviser une terre en un milliard d'individus peut ne pas être utile, car tous ceux qui veulent une terre n'ont pas la capacité de la transformer de manière économique. Certaines personnes ont juste besoin d'un logement. Avec la nouvelle élite distributive au sein de nos pays, la terre n'est devenue qu'un instru-

ment de contrôle politique et social », révèle M. Mufuruki.

Il déclare que l'Afrique a négligé le fait que la terre signifie plus « que l'obtention d'un document disant que vous en êtes le propriétaire ».

« Comment pouvons-nous être riches en terres mais pauvres en réalité ? Nous focalisons-nous sur les mauvais objectifs ? La terre nous empêche-t-elle de nous attaquer aux vrais problèmes », demande-t-il, ajoutant que le problème de la corruption foncière ne se résout pas en donnant des titres de propriété à la seule population.

Le Centre africain sur la politique foncière préconise de documenter tous les forfaits de droits fonciers sur des parcelles afin de protéger les droits de ceux qui revendiquent des terres. Ces droits incluent la propriété, l'abri des ressources foncières, etc. La documentation de l'accent mis sur les droits fonciers s'étend aux terres communales et contribue grandement à la lutte contre le droit des femmes à l'accès à la terre.

Credit Mufuruki

Avec une meilleure gouvernance foncière, l'Afrique peut cesser de dépenser 35 milliards de dollars par an en importations de produits alimentaires

En tant que continent riche avec de vastes ressources agricoles et foncières, l'Afrique pourra être en mesure de nourrir son peuple sans problème, déclare Benjamin Laag, Conseiller pour la coopération économique à l'Ambassade d'Allemagne, à Abidjan, dans ses remarques, lors de l'édition 2019 de la Conférence sur les politiques foncières en Afrique (CLPA2019) en cours.

Laag dit qu'en raison des progrès technologiques réalisés dans l'agriculture, dans les sciences géospatiales et dans d'autres secteurs fonciers pertinents, les outils sont disponibles pour mettre en œuvre des politiques garantissant la mise en œuvre de politiques foncières équitables et durables dans tous les pays du continent.

Il souligne l'importance d'une bonne gouvernance foncière ainsi que d'une administration

efficace des terres et d'une gestion durable de celles-ci pour le continent africain, qui dépense plus de 35 milliards de dollars américains par an pour importer des produits alimentaires de l'Ouest.

Il indique que le Gouvernement allemand a soutenu les efforts fournis par l'Afrique pour lutter contre la corruption foncière dans ses programmes bilatéraux et mondiaux sur le foncier, ainsi que par des initiatives de transparence telles que la Matrice foncière et le Portail foncier, ainsi que par le financement du *Programme de Transparency International sur le Foncier et la corruption en Afrique*.

« Nous avons besoin de solutions africaines aux défis africains. Et à cet égard, l'Allemagne se félicite des efforts considérables que l'UA fournit, par l'intermédiaire du Centre africain

sur la politique foncière et d'autres institutions, pour promouvoir et mettre en œuvre le programme de l'UA sur le foncier », déclare-t-il.



Benjamin Laag, German Embassy, Abidjan

La CEA, la CUA et la BAD lancent le groupe de travail thématique commun sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, à Abidjan

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque africaine de développement (BAD), sous les auspices du Bureau d'appui au secrétariat conjoint (JSSO), le Groupe de travail thématique commun sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (TTT) en marge de la Conférence sur la politique foncière en Afrique, tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Le but de cette initiative est de renforcer le partenariat stratégique pour accélérer la transformation de l'Afrique et servir de plate-forme pour le partage d'informations et de connaissances.

Le Groupe de travail thématique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire concentrera ses travaux principalement sur l'appui aux pays africains et aux Commis-

sions économiques régionales (CER) pour la mise en œuvre d'initiatives communes pour les Parcs agroalimentaires en Afrique (CAAPS) et les Zones de transformation des cultures de base (SAPZ).

Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire en charge de l'économie rurale et de l'agriculture, à la Commission de l'Union africaine, déclare : « D'ici 2025, si nous pouvons concentrer 70% de nos efforts à vaincre la faim sur le continent, ce sera une grande réalisation », et ajoute que le groupe de travail thématique conjoint qui rassemble la CEA, la BAD et l'UA « est la meilleure voie à suivre pour atteindre réellement nos objectifs ».



AU Commissionner, Josefa Leonel Correia Sacko

La conférence en images



Le Bulletin de la Conférence sur les politiques foncières en Afrique est le résultat de contributions volontaires de : Personnel de la CEA. Tahirou Gouro, Aristide Somda, Eskinder Tsegaye, Menkir Girma, Charles Ndungu and Mercy Wambui, Rédactrice, CEA. Photos : Tewodros Ayelew. Conception et impression par : Unité d'impression et de publication de la CEA. Orientation conceptuelle globale fournie par Joan Kagwanja et les membres du Comité scientifique de la Conférence sur les politiques foncières.

Contact : ecainfo@uneca.org